

Positions de la Tendance Claire sur la guerre impérialiste en Iran

1/ La guerre d'agression des États-Unis et d'Israël menée contre l'Iran depuis février 2026 est une guerre impérialiste qui vise à affirmer la domination du Proche et Moyen-orient par les États-Unis. Plus généralement, dans le cadre de l'intensification des rivalités inter-impérialistes à l'échelle mondiale, cette guerre s'inscrit dans une politique qui vise à affaiblir les points d'appui de la



Chine et à lui couper ses voies d'approvisionnement. C'est une guerre de la première puissance mondiale contre un peuple et un pays opprimé par l'impérialisme depuis plus de deux siècles : d'abord par les impérialismes anglais et russe aux XIX^e et XX^e siècles, puis par l'impérialisme américain depuis 1950. L'oppression états-unienne contre l'Iran s'est accentuée depuis la prise du pouvoir par la République Islamique en 1979. Dans la mesure où il s'agit d'une guerre impérialiste, la Tendance Claire s'est prononcée dès le premier jour de l'agression pour la défaite de l'impérialisme américain, et pour le droit de l'Iran à se défendre. La Tendance Claire apporte son soutien au peuple iranien opprimé et bombardé et soutient son droit à se défendre, indépendamment des motifs de l'agression et indépendamment du régime qui l'opprime. De ce point de vue, la tâche des communistes et de toutes les révolutionnaires en Iran est bien de participer activement à la défense de l'Iran en tant que nation, à la fois sur le plan militaire et sur le plan civil, en toute indépendance politique à l'égard du régime. Nous souhaitons la défaite des États-Unis aussi parce qu'elle encouragerait la résistance dans tous les peuples opprimés par le joug impérialiste. De plus, en accentuant les contradictions du capitalisme états-unien, elle redonnerait de l'élan à la lutte du prolétariat étatsunien contre Trump.

2/ Le fait d'être pour la victoire de la nation iranienne n'implique évidemment aucun soutien à la République islamique d'Iran. Issu du détournement la révolution de 1979, le régime de la République islamique d'Iran est un régime contre-révolutionnaire, de par sa genèse même : il a complètement réprimé et étouffé l'initiative populaire et ouvrière de 1979 tout en imposant un programme théocratique et réactionnaire. Cette nature profonde du régime n'a cessé de se manifester à chaque grande mobilisation populaire iranienne : répression la plus brutale, emprisonnement et assassinat des opposant.e.s...

Par ailleurs, la République islamique a instrumentalisé les causes libanaise et palestinienne (celle-ci étant déjà instrumentalisée puis abandonnée par l'ensemble des pays arabes de la région) afin de s'en servir comme forces de projection et de

protection contre Israël, mais non comme outils pour une véritable libération de ces peuples martyrisés. Elle a même participé, directement ou indirectement, à la répression des mobilisations démocratiques et des luttes de classes dans ces pays.

Tout cela implique la nécessité pour les communistes révolutionnaires iraniens de combattre politiquement le régime, quel que soit le contexte. La Tendance Claire soutient donc et soutiendra les mouvements sociaux qui seront menés dans les mois et les années à venir. Ils auront nécessairement pour mot d'ordre le renversement de la République islamique et, a minima, la convocation d'une Assemblée Constituante pour refonder les institutions du pays – tout en devant poursuivre la lutte contre les interventions israélo-états-uniennes et résister au risque majeur d'une nouvelle tutelle impérialiste.

3/ La guerre d'agression américano-israélienne s'inscrit dans la continuité du génocide commis contre le peuple palestinien suite au 7 octobre 2023 et des agressions israéliennes contre le Liban, mais aussi de la stratégie des accords d'Abraham mis en place sous le premier mandat de Trump, en 2019, qui vise à renforcer les liens structurels entre les États-Unis et Israël d'un côté, certains États arabes, à commencer par l'Arabie saoudite de l'autre, tout en isolant encore plus les pays qui s'opposent à cette reconfiguration de la région, au premier chef l'Iran (et dans une moindre mesure la Turquie). Dans le temps long, la guerre d'agression contre l'Iran s'inscrit ainsi dans la continuité de l'affirmation de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient post-1945, réaffirmée pendant la « première guerre du golfe » en 1991 contre l'Irak puis à partir de 2001 avec l'invasion de l'Afghanistan et le renversement de Saddam Hussein en 2003.

Il s'agit d'une guerre qui vise à reconfigurer la région selon trois impératifs : le désengagement militaire américain, l'extension des accords d'Abraham avec l'objectif d'intégration de l'Arabie Saoudite – 1^{er} exportateur mondial de pétrole –, la réduction à moyen ou long terme de l'influence iranienne – russe et chinoise par ricochet. Cette guerre doit permettre la mise en place d'un nouvel équilibre qui permettrait de contrôler les flux d'hydrocarbures qui y transitent, de favoriser les investissements colossaux en matière d'énergie, de BTP (« reconstruction » de Gaza et de la Syrie à moyen terme, de l'Iran à long terme), d'architecture IA (centres de données) et de divertissement (événements sportifs, industrie du luxe et du tourisme, *culturewashing*). Il s'agit de plus de liquider les forces sécessionnistes et nationalistes (Palestinien·ne·s, Kurdes, Chiites, Houtiths...).

Cette guerre est donc liée à la nécessité d'accélérer la mise en place du « pivot asiatique » américain engagée sous Obama : il s'agit pour l'administration Trump de désengager les États-Unis de terrains « secondaires » pour se concentrer sur l'ennemi principal : la Chine. Les États-Unis et la Chine sont dans une compétition pour la domination mondiale en général et notamment pour celle du secteur, entendu au sens large, de l'intelligence artificielle. La constitution de monopoles américains dans les domaines des IA génératives, du spatial, du renseignement, de la défense et des

« nouvelles technologies » dans leur ensemble confirment cette tendance. Cette architecture, combinée à celles des trusts du pétrole, de la logistique et de la connectivité, font de ces entreprises des vecteurs de confrontation face à la Chine. La Chine elle-même développe, à travers les monopoles publics liés aux « nouvelles routes de la soie » et au « collier de perle », une architecture visant à extraire et exporter de la valeur à travers le monde.

4/ Cette guerre a été particulièrement meurtrière et destructrice : au-delà de centre de commandement historique des Gardiens de la Révolution et des infrastructures militaires ou duales (marine iranienne détruite, système de défense antiaérien détruit, sites nucléaires entravés...), des milliers d'Iranien·ne·s ont été tué·e·s et des infrastructures civiles détruites (raffineries pétrolières, plateformes d'exportation, complexes pétrochimiques, routes, ponts, bâtiments d'habitation, écoles...). Cette guerre a frappé très durement le prolétariat iranien, l'un des plus développés de la région jusqu'alors. En plus des destructions physiques, l'impact de la guerre économique a plongé des centaines de milliers de personnes au chômage et, du fait de l'inflation, des millions d'autres sous le seuil de pauvreté.

La République islamique a immédiatement répondu à l'agression : c'est la deuxième fois qu'un affrontement direct a lieu en moins d'un an. Dans sa défense, la République islamique a régionalisé puis mondialisé le conflit : en ciblant par des bombardements des pays qui n'étaient pas engagés dans la guerre mais signataires des accords d'Abraham (Bahreïn, Émirats arabes Unis) ou alliés des États-Unis (Arabie Saoudite, Jordanie, Koweït, Irak, Qatar), puis en bloquant *de facto* le détroit d'Ormuz. La République islamique, contrainte à une guerre asymétrique, a limité ses frappes contre ses ennemis principaux (Israël et USA) pour essayer de provoquer un impact plus fort sur les alliés des Américains – en vain. Cela dit, les capacités de résistance de l'Iran, face à la première puissance impérialiste du monde, ont eu des résultats tactiques importants : la décentralisation du commandement, ainsi que l'arsenal de lanceurs de missiles souterrain lui ont permis de riposter de façon à faire durer le conflit bien au-delà de ce que les États-Unis avaient anticipé.

En bloquant le Détroit d'Ormuz, la République Islamique a utilisé l'un de ses atouts maîtres : les répercussions sur le prix du pétrole ont été immédiates, avec une augmentation du prix du baril (125 dollars au pic) et, du fait de la hausse des coûts de production et de transport, une augmentation de l'inflation au niveau mondial. Du fait du caractère mondialisé des cours du pétrole et de la spéculation sur les contrats à terme, et de la centralité du pétrole comme intrant dans le transport des produits manufacturiers par porte-conteneurs, le choc inflationniste a percuté l'ensemble des économies du monde, quel que soit leur niveau de dépendance directe au pétrole iranien. Pour autant, les principales victimes de ce blocage se trouvent en Asie du Sud-Est, dont les principaux pays sont très dépendants des importations de pétrole iranien, y compris la Chine dans une certaine mesure, puisqu'il représente 20 % de ses importations de pétrole. Face à cette menace et pour limiter l'engagement militaire, les États-Unis ont couplé à leurs opérations militaires un blocage économique de l'Iran, qui

visé à affaiblir davantage la République Islamique ainsi que la population.

L'économie états-unienne n'a pas été exempte de ce choc inflationniste : le taux d'inflation a atteint les 3,3 % en mars, les 3,8 % en avril, et les 4,2 % en mai, pour ne redescendre qu'à 3,4 % en juillet. La pression politique du régime trumpiste, qui a réussi à nommer un nouveau banquier central, lui a permis d'empêcher une remontée anti-inflationniste des taux directeurs (susceptible de faire éclater la bulle IA en restreignant l'apport de liquidités), mais de fortes dissensions sont apparues à ce propos au sein de la Réserve fédérale. Cette contradiction entre la lutte contre l'inflation et la nécessité de reporter les contradictions liées à la suraccumulation de capital dans le secteur IA, ainsi que les difficultés budgétaires, ont probablement pesé dans le rapport de forces pour limiter temporairement les attaques, empêchant les États-Unis de déployer plus de moyens pour venir à bout de la résistance iranienne.

La résistance iranienne, ses effets économiques et les limites de l'engagement militaire états-unien ont conduit à un échec de Trump dans les premières phases de la guerre, qui dure beaucoup plus longtemps qu'il ne l'escomptait. Pour autant, il n'y a aucune victoire de l'Iran : Trump poursuit avec détermination ses objectifs, la guerre a repris de plus belle depuis fin août et la résistance iranienne ne peut qu'être de plus en plus difficile au vu des dégâts déjà subis. On ne peut prédire quelle sera la fin du conflit, mais il est clair qu'elle n'est pas imminente.

5/ En tant qu'organisation révolutionnaire située en France, la Tendance Claire pointe le rôle de l'impérialisme français dans cette guerre. Les puissances impérialistes européennes (notamment la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne) ayant des intérêts partiellement divergents de ceux des États-Unis au Moyen-Orient, elles ne se sont pas impliquées directement sur le territoire iranien avec les États-Unis. Cependant, tout en déclarant regretter cette guerre, elles ont refusé de la condamner. Au contraire, dès le 3 mars, Macron a déclaré que « *la République Islamique d'Iran porte la responsabilité première de cette situation* », ce qui revenait à cautionner l'agression états-unienne. Il a ensuite mis à disposition des avions états-uniens la base militaire d'Istres, au risque de faire de la France un pays co-belligérant. Il a envoyé dans la région le porte-avion Charles de Gaulle et son armada en se portant candidat pour sécuriser le détroit d'Ormuz en cas d'accord de fin de conflit, mais les belligérants ont ridiculisé ses offres de service en ne leur accordant aucun intérêt. Plus généralement, Macron a tenté de peser pour faciliter une reprise des négociations entre les États-Unis et l'Iran, parvenant notamment à ce que le protocole d'accord du printemps soit signé à Versailles à l'occasion de la venue de Trump en Europe pour le G7. Mais au-delà du moment largement symbolique de cette signature, force est de constater que la diplomatie française n'a aucun poids dans ce conflit et que, sans soutenir l'attaque des États-Unis, elle ne cesse de rappeler qu'elle se situe dans leur camp.

Quant au Liban, si Macron y a plus d'influence, celle-ci reste impuissante face aux attaques israéliennes incessantes et surtout elle vise à restaurer l'État libanais pour en

faire un point d'appui plus solide des impérialistes occidentaux dans la région, ce qui inclut la lutte contre la résistance menée avant tout par le Hezbollah, avec notamment la pression pour son désarmement. En ce sens, au-delà de ses protestations essentiellement et symboliques, la politique de Macron permet à Israël de garder la main au Liban comme en Palestine.

De façon générale, l'objectif de l'impérialisme français est de sécuriser ses intérêts à plus long terme dans la région, en défendant les pays avec lesquels il a des accords de défense et les perspectives d'exportation de capital (aux EAU et au Qatar notamment), et en défendant les bases militaires françaises qui y sont établies.

Tendance CLAIRE, le 27 septembre 2026